

# SÉNAT DE BELGIQUE

---

SESSION DE 2012-2013

---

25 OCTOBRE 2012

---

**Proposition de loi modifiant le Code pénal en vue de garantir la protection pénale des enfants contre le « grooming » (mise en confiance à des fins d'abus sexuel)**

(Déposée par Mme Cindy Franssen et consorts)

---

## DÉVELOPPEMENTS

---

### Contexte

L'exploitation sexuelle et les abus sexuels à caractère pédophile sont des crimes particulièrement graves car ils visent des enfants, qui ont droit à une protection et à des soins particuliers. Les victimes de ces crimes en gardent très longtemps des séquelles physiques, psychiques et sociales. L'existence de telles pratiques constitue une atteinte aux valeurs fondamentales d'une société moderne en ce qui concerne la protection particulière des enfants, et elle sape la confiance envers l'autorité publique compétente.

Même si l'on ne dispose pas de statistiques suffisamment précises et fiables en la matière, des études indiquent qu'un enfant sur cinq en Europe est victime de l'une ou l'autre forme de violence sexuelle. Ces chiffres concordent avec ceux qu'avancent notamment l'UNICEF, l'Organisation mondiale de la santé (OMS) et l'Organisation internationale des travailleurs (OIT). Selon d'autres études menées dans ce domaine, le phénomène n'a pas tendance à s'atténuer au fil des ans, mais au contraire à s'accroître, du moins pour certaines formes d'abus sexuel.

Il existe indéniablement un écart entre le nombre d'abus signalés à la police et le nombre réel d'abus d'enfants. Les enfants éprouvent souvent des difficultés à parler d'abus sexuels, et ce pour diverses raisons.

# BELGISCHE SENAAAT

---

ZITTING 2012-2013

---

25 OKTOBER 2012

---

**Wetsvoorstel tot wijziging van het Strafwetboek met het oog op de strafrechtelijke bescherming van kinderen tegen grooming**

(Ingediend door mevrouw Cindy Franssen c.s.)

---

## TOELICHTING

---

### Achtergrond

Seksueel misbruik en seksuele uitbuiting van kinderen zijn bijzonder ernstige misdrijven, aangezien ze gericht zijn tegen kinderen, die recht hebben op extra bescherming en zorg. Ze veroorzaken bij de slachtoffers langdurige fysieke, psychische en sociale schade. Het bestaan van dergelijke praktijken vormt een aanslag op de fundamentele waarden van een moderne samenleving met betrekking tot de bijzondere bescherming van kinderen en ondermijnt het vertrouwen in de bevoegde overheidsinstelling.

Hoewel nauwkeurige en betrouwbare statistieke ontbreken, geeft onderzoek aan dat één op vijf kinderen in Europa het slachtoffer wordt van één of andere vorm van seksueel geweld. Deze cijfers liggen in lijn met de cijfers die naar voren worden geschoven door onder meer UNICEF, de Wereldgezondheidsorganisatie (WHO) en de Internationale Werknemersorganisatie (ILO). Studies suggereren ook dat het fenomeen niet afneemt met de jaren, maar eerder dat bepaalde vormen van seksueel misbruik toenemen.

Dat er een discrepantie bestaat tussen het aantal misbruiken die gemeld worden aan de politie en het werkelijke aantal kinderen die misbruikt worden, staat vast. Kinderen vinden het vaak moeilijk om over

L'une de ces raisons est le lien de confiance qu'ils ont noué avec la personne qui les a abusés.

La présente proposition de loi a précisément pour but de s'attaquer au phénomène du « *grooming* », c'est-à-dire la construction de ce lien de confiance par l'auteur des abus.

### « *Offline grooming* » (solicitation d'enfants dans la vie réelle à des fins sexuelles)

Traduit littéralement, le terme « *grooming* » (*to groom*) signifie « prendre soin de » ou « préparer ». Mais il peut aussi être défini comme étant la stratégie proprement dite de l'abus. Généralement, l'abus sexuel résulte non pas de facteurs fortuits, mais d'une planification bien réfléchie. L'auteur veille préalablement à soupeser soigneusement les risques; il fait en sorte que les situations et les personnes soient sous son contrôle et il enferme la victime, d'une manière généralement subtile, dans sa sphère d'influence.

De nombreux auteurs d'abus sexuels entreprennent des démarches en vue d'établir une étroite relation de confiance avec l'enfant. Cela leur évite de devoir recourir aux formes plus explicites de pression, de violence ou de force. La plupart des auteurs ont recours à la manipulation. En outre, cette absence de violence peut contribuer à faire naître chez l'auteur de l'abus sexuel la conviction que l'enfant lui-même était consentant.

Les auteurs d'abus sexuels n'ont donc généralement rien à voir avec ces personnes incapables qui se demandent toujours ce qui leur arrive; au contraire, ce sont souvent des gens qui déterminent soigneusement et patiemment où et quand ils vont frapper. L'auteur de l'abus sexuel n'agit donc pas impulsivement.

Les données européennes disponibles confirment cette manière de procéder. Il arrive bien évidemment que des enfants soient victimes d'un abus sexuel unique et accompagné de violences, mais dans la plupart des cas, il est question d'abus sexuels répétés au cours d'une longue période et commis par un membre de la famille ou un proche. Les auteurs prennent donc souvent le temps de préparer (*groom*) leur victime, en nouant un lien de confiance, en accordant à l'enfant une attention privilégiée, en instaurant le secret puis en repoussant progressivement leurs limites. Le fait de gagner la confiance de la victime leur permet en outre de faire durer la situation d'abus beaucoup plus longtemps. L'enfant est tellement manipulé psychologiquement qu'il ne veut ou n'ose pas dénoncer l'auteur; il finit par ne plus comprendre ce qui lui arrive, voire même par se sentir personnellement responsable de l'abus.

seksueel misbruik te praten, om verschillende redenen. Één van die redenen is de vertrouwensband die ze hebben opgebouwd met de persoon die hen misbruikt heeft.

Dit wetsvoorstel wil net het opbouwen van deze vertrouwensband door de dader, het fenomeen « *grooming* », aanpakken.

### *Offline grooming*

Letterlijk vertaald betekent « *grooming* » verzorgen of voorbereiden. Dit kan ook omschreven worden als de strategie van het misbruik. Seksueel misbruik is doorgaans geen resultaat van toevallige factoren, maar van een weloverwogen planning. Daarbij zijn door de dader vooraf de risico's zorgvuldig afgewogen, staan situaties en personen onder zijn controle en wordt het slachtoffer op veelal subtiel wijze ingesponnen binnen zijn invloedssfeer.

Veel daders van seksueel misbruik ondernemen stappen om een hechte vertrouwensrelatie op te bouwen met het kind. Op deze wijze hoeven de meer nadrukkelijke vormen van pressie, geweld of macht niet gebruikt te worden. De meeste daders maken gebruik van manipulatie. Deze « geweldloosheid » kan bovendien bijdragen aan de overtuiging bij de dader dat het kind zelf ook instemde met het seksueel misbruik.

Daders van seksueel misbruik zijn dus doorgaans niet die onbekwame personen, wie dingen overkomen, maar zij wegen vaak berekenend en geduldig hun kansen af waar en wanneer zij hun slag zullen slaan. Het seksueel misbruik overkomt de dader dus niet.

Dit wordt bevestigd door de beschikbare data uit Europa. Het komt zeker voor dat kinderen eenmalig en met geweld seksueel misbruikt worden, maar veelal is er sprake van langdurig seksueel misbruik door iemand van de familie of iemand uit hun dichte omgeving. Daders nemen dus vaak hun tijd bij het voorbereiden of *groomen* van hun slachtoffer, door een vertrouwensband op te bouwen, het kind te bevoorrechten, geheimhouding te bewerkstelligen en dan stapsgewijs hun grenzen te verleggen. Door het winnen van het vertrouwen van het slachtoffer, kan het misbruik tevens veel langer in stand worden gehouden. Het kind wordt immers zodanig psychologisch bespeeld, dat het de dader niet wil of durft verraden, het misbruik niet kan plaatsen, en dat het zich zelf verantwoordelijk voelt voor het misbruik.

La présente proposition de loi vise dès lors à instaurer une aggravation de la peine en cas de *grooming*, non seulement en raison de la planification et de la préméditation détaillées qu'il implique, mais aussi et surtout en raison de son impact sur l'enfant qui en est victime.

Pour les victimes, en effet, la violence sexuelle ne représente pas seulement une atteinte grave à l'intégrité physique. Elle affecte aussi le bien-être mental et émotionnel des enfants et laisse souvent des traces indélébiles, dont l'impact reste perceptible même à l'âge adulte : honte, anxiété, sentiment de culpabilité et difficulté à construire des relations de confiance. Le *grooming* ne fait que multiplier cet impact.

### « *Online grooming* » (sollicitation en ligne d'enfants à des fins sexuelles)

La sollicitation hors ligne (ou dans la vie réelle) d'enfants à des fins sexuelles (*offline grooming*) est une stratégie d'abus très ancienne, tandis que leur sollicitation en ligne (*online grooming*) est un phénomène relativement récent.

Les enfants et les jeunes d'aujourd'hui sont nés dans un monde caractérisé par l'omniprésence des ordinateurs et de toutes sortes de technologies. Cela explique pourquoi, en Belgique, pas moins de 96 % des douze-dix-huit ans utilisent l'Internet en moyenne pendant deux heures par jour. Plus ils ont de temps libre, plus ils utilisent l'Internet. L'utilisation de l'Internet ne cesse d'augmenter jusqu'à quinze ans parce que jusqu'à cet âge, la plupart des jeunes ne sortent pas encore véritablement. Alors que les garçons considèrent l'Internet comme un canal d'information, les jeunes filles l'assimilent plutôt à un canal de communication. Dès l'âge de 10 ans, ces dernières découvrent la force communicationnelle de l'Internet et utilisent principalement ce média pour communiquer avec des jeunes de leur âge. Le dialogue en ligne (« *chat* ») est extrêmement populaire, puisque près de 95 % des adolescents belges (1) y recourent.

Les chiffres précités correspondent également à ceux de la recherche menée par le CRIOC (Centre de recherche et d'information des organisations de consommateurs) (2), d'où il est ressorti que 88 % d'un

(1) Ces données proviennent de l'enquête *EU Kids Online* de 2010, dans le cadre de laquelle plus de 25 000 enfants de neuf à seize ans et un de leurs parents ont été interrogés, à travers toute l'Europe, sur leurs activités en ligne et les risques en ligne auxquels ils sont confrontés. Leen d'Haenens et Sofie Vandoninck ont écrit un livre dans lequel elles présentent les résultats de cette enquête en s'intéressant particulièrement aux enfants belges et flamands, notamment dans une perspective comparative par rapport aux jeunes francophones de Belgique et aux jeunes Néerlandais du même âge.

(2) <http://www.europeanonlinegroomingproject.com>.

Dit wetsvoorstel wil dan ook een strafverzwaring invoeren voor hetgroomenvan het slachtoffer, niet alleen omwille van de uitgebreide planning en voorbedachtheid die ervan uitgaat, maar vooral omwille van het effect die het heeft op het kind.

Voor de slachtoffers betekent seksueel geweld immers niet enkel een ernstige schending van de fysieke integriteit. Het raakt ook aan het mentaal en emotioneel welzijn van kinderen en laat in veel gevallen blijvende sporen na waarvan de impact voelbaar blijft tot nadat men volwassen is : schaamte, angst, schuldgevoelens en moeilijkheden om vertrouwensrelaties op te bouwen. *Grooming* vermenigvuldigt dit effect.

### *Online Grooming*

*Offline grooming* is een aloude strategie tot misbruik, maar *online grooming* is relatief nieuw.

Kinderen en jongeren van vandaag zijn geboren in een wereld waar computers en allerlei technologieën in sterke mate aanwezig zijn. Dit verklaart waarom maar liefst 96 % van de twaalf- tot achttienjarigen in België het internet gebruiken gedurende gemiddeld twee uur per dag. Hoe meer vrije tijd ze hebben, des te meer gebruiken ze het internet. Het internetgebruik stijgt tot de leeftijd van vijftien jaar, omdat de meeste jongeren tot deze leeftijd nog niet echt uitgaan. Terwijl jongens het internet als informatiekanaal beschouwen, zien meisjes het internet als communicatiekanaal. Vanaf tien jaar ontdekken ze de communicatieve kracht van het internet en wordt dit medium voornamelijk opgezocht om met leeftijdsgenoten te communiceren. Chatten is hierbij zeer populair bij zowat 95 % van de Belgische tieners (1).

Bovenstaande cijfers komen eveneens overeen met de cijfers uit het onderzoek gevoerd door OIVO (Onderzoeks- en informatiecentrum van de verbruikersorganisaties) (2). Hieruit bleek dat 88 % van een

(1) Deze gegevens komen uit het *EU Kids Online*-onderzoekproject van 2010, waarbij meer dan 25 000 negen- tot zestienjarigen en één van hun ouders in heel Europa geïnterviewd werden over hun *online* activiteiten en de online risico's waarmee ze zich geconfronteerd zien. Dit boek van Leen d'Haenens en Sofie Vandoninck presenteert de resultaten van dit onderzoek met de nadruk op Belgische en Vlaamse kinderen onder meer in vergelijking met Franstalige Belgische jongeren en hun Nederlandse leeftijdsgenoten.

(2) <http://www.europeanonlinegroomingproject.com>.

panel de 2336 jeunes consultaient l'Internet plusieurs fois par jour. Les jeunes de onze à douze ans ont affirmé n'avoir besoin d'aucune aide pendant la navigation. Leurs activités de prédilection étaient les suivantes: regarder des films d'animation ou des vidéos, jouer à des jeux et communiquer par MSN ou par e-mail. Le groupe des treize à quatorze ans n'avait pas non plus besoin d'aide pendant la navigation et avait pour activités favorites la création d'un blog personnel, la communication et le téléchargement de musiques. La majorité des jeunes de quinze ans du groupe disposaient de leur ordinateur personnel et utilisaient l'Internet surtout pour communiquer avec d'autres, pour échanger des idées sur des forums de discussion et pour télécharger de la musique. Les résultats permettent de conclure que la communication est une constante à partir de l'âge de onze ans. Chez 82 % des sondés, le dialogue en ligne est l'activité la plus populaire puisqu'il se pratique quotidiennement.

Dans le cadre de l'étude européenne susmentionnée EUKids Online, 12 % de la catégorie des treize-seize ans ont indiqué que certaines choses en ligne provoquaient chez eux des angoisses ou les mettaient mal à l'aise. Dans la catégorie des neuf-dix ans, 9 % des enfants avaient fait la même déclaration. Il a été constaté à cet égard que l'exposition aux risques augmente avec les années. Sur une période de douze mois, 14 % de ces jeunes Européens de neuf à seize ans ont vu en ligne des images clairement connotées sexuellement. Au sein de ce groupe, un jeune sur trois l'a vécu comme une expérience négative et environ la moitié d'entre eux en ont été relativement choqués à fortement choqués. Les chiffres pour la Belgique sont du même ordre.

Il a également été demandé à des jeunes de onze à seize ans s'ils avaient déjà reçu des messages ou des images connotés sexuellement. Environ un enfant sur six avait déjà reçu de tels messages et 3 % d'entre eux en auraient publié eux-mêmes. En Belgique, 18 % des enfants ont reçu de tels messages. Ce pourcentage est proche de la moyenne européenne de 15 %, ce qui montre que la Belgique est un pays à risques moyens.

Communiquer avec des inconnus par l'intermédiaire de l'Internet n'est pas un phénomène rare. Tout comme dans le reste de l'Europe, trois enfants belges sur dix ont déjà eu des contacts avec une personne qu'ils ne connaissaient pas. Ce sont surtout les treize à quatorze ans — l'âge de percée de la puberté — qui entretiennent des contacts avec des inconnus. Il demeure plus rare que les enfants rencontrent réellement quelqu'un hors ligne. Le chiffre belge est de 11 % supérieur à la moyenne européenne de 7 %. Tant en Europe qu'en Belgique, il s'avère que les jeunes rencontreront plus souvent quelqu'un hors ligne à mesure qu'ils grandissent: chez les neuf-dix ans, les rencontres ne surviennent pratiquement jamais alors

groupe van 2336 jongeren het internet meermaals per dag raadpleegde. Elf- tot twaalfjarigen beweerden geen hulp tijdens het surfen nodig te hebben. Hun favoriete activiteiten waren het bekijken van cartoons of video's, spelletjes spelen en communiceren via msn of e-mail. Ook de groep van dertien- tot veertienjarigen hadden geen hulp nodig en waren het liefst bezig met het creëren van een eigen blog, communiceren en muziek downloaden. De meeste vijftienjarigen van de groep beschikten over een eigen computer en gebruikten het internet het meest om te communiceren met anderen, om van gedachten te wisselen op discussiefora en om muziek te downloaden. Uit de resultaten valt af te leiden dat «communiceren» een constante is vanaf de leeftijd van elf jaar. Chatten is bij 82 % het populairste en gebeurt dagelijks.

In het kader van het hierboven vernoemde *EU Kids Online*-onderzoek, geeft 12 % van de groep dertien- tot zestienjarigen aan dat iets op het internet aanleiding voor hen was om zich zorgen te maken of zich slecht te voelen. Bij de negen- tot tienjarigen ging het om 9 % van de kinderen. Hierbij werd vastgesteld dat blootstelling aan risico's verhoogt met de jaren. Van deze Europese negen- tot zestienjarigen hebben 14 % in een periode van twaalf maanden *online* beelden gezien die duidelijk seksueel getint zijn. Binnen deze groep vond één op drie dit een negatieve ervaring en ongeveer de helft daarvan was behoorlijk tot sterk geschokt. De cijfers voor België liggen in dezelfde lijn.

Er werd tevens aan elf- tot zestienjarigen gevraagd of zij ooit al seksueel getinte boodschappen of beelden hebben ontvangen. Ongeveer één op zes kinderen heeft dergelijke boodschappen reeds gekregen en 3 % zou zelf boodschappen hebben geplaatst. In België heeft 18 % van de kinderen zulke boodschappen ontvangen. Dit percentage ligt in de buurt van het Europees gemiddelde van 15 %, wat erop wijst dat België een gemiddeld risicoland is.

Communiquer met onbekenden via het internet is geen zeldzaamheid. Net zoals in de rest van Europa hebben in België drie op tien kinderen contact gehad met iemand die ze niet kenden. Vooral dertien- tot veertienjarigen — de leeftijd waarop de pubertijd doorbreekt — hebben contact met onbekenden. Het blijft zeldzamer dat kinderen daadwerkelijk iemand «*offline*» ontmoeten. Het Belgische cijfer ligt met 11 % iets hoger dan het Europese gemiddelde van 7 %. Zowel in Europa als in België blijkt dat jongeren vaker iemand *offline* zullen ontmoeten naarmate ze ouder worden: bij negen- tot tienjarigen komt een ontmoeting bijna niet voor, terwijl één op vijf van de vijftien- tot zestienjarigen in een periode van twaalf maanden

que chez les quinze-seize ans, un jeune sur cinq a, au cours des 12 mois qui précèdent, accepté un rendez-vous avec une personne rencontrée sur la toile.

Les chiffres du *European Online Grooming Project* indiquent que les jeunes s'exposent à des risques à cause des séances très fréquentes de dialogue en ligne auxquelles ils s'adonnent. L'enquête démontre en effet que 60 % d'un panel de jeunes communiquent avec des inconnus. Elle conclut à l'inadéquation de la législation actuelle parce que l'Internet n'est pas sans risque. Près de la moitié des adolescentes ont affirmé être déjà tombées amoureuses d'un inconnu sur l'Internet. Un garçon sur quatre et une jeune fille sur cinq reconnaissent avoir déjà vécu une expérience sexuelle par l'intermédiaire de l'Internet. Un garçon sur trois et une fille sur huit ont déclaré avoir déjà eu des relations sexuelles avec une personne qu'ils ont connue par l'intermédiaire de l'Internet. Enfin, 75 % des filles et 80 % des garçons acceptent de flirter et de parler de sexe par l'intermédiaire de l'Internet.

En soi, le comportement expérimental des jeunes n'est pas dangereux. Le monde virtuel anonyme et le caractère ouvert des canaux de dialogue en ligne constituent néanmoins des facteurs qui permettent au «groomer» (personne qui sollicite des enfants en ligne à des fins sexuelles) d'entrer plus facilement en contact avec des jeunes. Dès l'instant où un lien de confiance est établi et où le contact peut se poursuivre en privé, il devient encore plus difficile d'enrayer ce processus. C'est la raison pour laquelle il faut également tenir compte des chiffres précités sur les comportements (à risques) en ligne pour se faire une idée du risque de *grooming*.

Les délinquants sexuels utilisent toutes sortes de canaux en fonction du stade où ils se situent dans le processus de *grooming*. Plus on se trouve à un stade avancé dans le processus, plus le canal de communication est privé et plus le risque d'abus sexuel augmente. Les manipulateurs qui recourent au *grooming* pistent les *blogs* personnels des jeunes afin de recueillir des informations qui leur permettent de paraître crédibles lors de leur première conversation. Ils peuvent aussi obtenir des informations à l'aide d'une plateforme de jeu vidéo pouvant se connecter à internet (comme la Playstation 3) ainsi qu'au moyen d'autres technologies. Pour nouer un premier contact avec les jeunes, ils utilisent des canaux tels que Facebook, Bebo, MySpace, MSN, HiFive et Yahoo-messenger. Une fois qu'ils ont gagné la confiance du jeune, ils peuvent poursuivre la relation par P2P, chat privé, courriel, GSM, etc. De plus, comme la technologie évolue en permanence, on peut prévoir que le *grooming* passera encore par d'autres canaux à l'avenir.

Ce *grooming* constitue généralement un processus de longue haleine : en se faisant éventuellement passer pour quelqu'un de plus jeune, l'auteur gagne lentement

met iemand heeft afgesproken die ze via het internet hebben leren kennen.

De cijfers van het *European Online Grooming Project* geven aan dat er een risico is omwille van de zeer frequente chatactiviteiten van jongeren. Uit het onderzoek blijkt immers dat 60% van een groep jongeren communiceert met onbekenden. Het onderzoek concludeerde dat de huidige wetgeving inadequaat is, omdat het internet niet zonder risico's is. Zowat de helft van de vrouwelijke adolescenten beweerde reeds verliefd te zijn geworden op een onbekende via het internet. Één op vier jongens en één op vijf meisjes geeft toe reeds seksuele ervaringen via het internet te hebben gehad. Een derde van de jongens en een achtste van de meisjes verklaarden reeds seks te hebben gehad met iemand die ze via het internet hebben leren kennen. En 75% van de meisjes en 80% van de jongens liet toe om via het internet te flirten en over seks te praten.

Het experimenteel gedrag van jongeren *in se* is geen gevaar. De anonieme virtuele wereld en het open karakter van chatkanalen zijn echter factoren die het voor degroomergemakkelijker maken om in contact te komen met jongeren. Eenmaal ze een vertrouwensband hebben en het contact via private weg kan lopen, is het nog moeilijker om dit proces te stoppen. Vandaar dat de bovenstaande cijfers omtrent *online* (risico) gedrag eveneens in rekenschap moeten genomen worden om een beeld te kunnen krijgen van het risico op *grooming*.

Afhankelijk van het stadium van het groomingsproces waarin seksuele delinquenten zich begeven, gebruiken ze allerlei mogelijke kanalen. Hoe verder het proces is gevorderd, hoe geslotener het communicatiekanaal wordt, en hoe groter de kans wordt dat er seksueel misbruik zal plaatsvinden. *Groomers* gaan op zoek naar persoonlijke *blogs* van jongeren teneinde informatie te verzamelen om zo tijdens hun eerste conversatie geloofwaardig over te komen. Gegevens kunnen ook via gameplatforms met internetcapaciteit (zoals Playstation 3) en andere technologieën verkregen worden. Om een eerste contact met jongeren aan te gaan, gebruiken ze kanalen zoals Facebook, Bebo, MySpace, MSN, HiFive en Yahoo-messenger. Eenmaal ze het vertrouwen van de jongere hebben gewonnen, kan het contact verder gaan via P2P, private chat, e-mail, GSM, enz. De voortdurende technologische vooruitgang brengt met zich mee dat *groomers* in de toekomst ook andere kanalen zullen gebruiken.

Ook hier is *grooming* een veelal een langer lopend proces waarbij de dader, die zich kan voordoen als een jonger persoon, door veelvuldig chat- en e-mailcontact

la confiance de l'enfant en multipliant les contacts par *chat* ou par courriel, l'incite à partager des confidences et le manipule dans le monde virtuel afin qu'il soit ouvert à un abus sexuel dans le monde réel. Certains auteurs ne vont pas plus loin que le cybersexe, mais nombreux sont ceux qui ont pour objectif final de fixer un rendez-vous dans le monde réel pour abuser de l'enfant. L'enfant peut aussi être mêlé à des activités pédopornographiques en transmettant des images à caractère sexuel ou en enregistrant des images de ce type à l'aide d'une webcam, ce que l'auteur utilisera comme un moyen de chantage pour perpétuer les abus.

Comme pour la plupart des formes de cybercriminalité, il est difficile de définir l'ampleur du phénomène du *grooming* en ligne. Selon des sources étrangères, on estime que 20 % des enfants qui se rendent sur des *chat rooms* ont déjà eu un contact indésirable. Mais pour l'instant, les statistiques spécifiques au *grooming* en Belgique sont peu nombreuses, notamment parce que cette pratique n'est pas passible de poursuites. Les chiffres précités donnent toutefois une indication sur la tranche d'âge qui est la plus exposée aux risques en ligne. L'on peut en déduire qu'à partir de l'âge de dix ans, les enfants sont actifs en ligne et donc susceptibles d'être confrontés au *grooming*.

Selon l'*European Online Grooming Project*, les adolescents sont des utilisateurs fréquents et souvent imprudents, même lorsqu'ils ont suivi des cours de sécurité sur internet. En effet, l'anonymat et l'absence d'indices visuels dans le monde virtuel ont pour effet que les mineurs peuvent moins facilement se faire un jugement sur la décence, la fiabilité et la sincérité des personnes avec lesquelles ils communiquent. Les mineurs ne discernent pas les propos inappropriés aussi vite que les adultes, ce qui en fait une proie plus facile pour les pédophiles. L'âge moyen des victimes a été évalué à treize ans. 84 % des victimes étaient des filles et 16 % des garçons. Si les filles sont donc plus exposées au risque que les garçons, ceux-ci appelleront moins rapidement à l'aide après avoir vécu une expérience désagréable ou intimidante en ligne.

Afin de protéger les enfants contre le *grooming*, il faut notamment les informer sur la manière d'utiliser internet en toute sécurité. Les campagnes d'information sont très importantes à cet égard et les parents ont un rôle essentiel à jouer en la matière. Les pouvoirs publics doivent quant à eux proposer une protection pénale adéquate contre ce phénomène. Le défi consiste à suivre l'évolution technologique au plus près et à adapter la législation si nécessaire.

La présente proposition de loi vise dès lors à introduire une incrimination spécifique du *grooming* en ligne et une aggravation de la peine pour le *grooming* en ligne et dans la vie réelle, afin de réagir

langzaam het vertrouwen wint van het kind, het kind verleidt tot het delen van intimiteiten en op die wijze het kind in de digitale wereld vatbaar maakt voor seksueel misbruik in de fysieke wereld. Sommige daders laten het bij cyberseks, maar in veel gevallen is het uiteindelijke doel een fysieke afspraak te maken om het kind seksueel te misbruiken. Ook kan het kind betrokken worden in kinderpornografie door seksueel getinte foto's door te sturen of beelden via webcam op te nemen. Dit laatste geeft de dader een chantagemiddel om verder misbruik in stand te houden.

Zoals met de meeste vormen van cybercriminaliteit, is het moeilijk te vatten hoe vaak *onlinegrooming* voorkomt. Buitenlandse bronnen schatten dat 20 % van de kinderen die chatrooms gebruiken reeds ongewenst benaderd zijn. Maar tot dusver zijn er weinig cijfers beschikbaar die specifiek betrekking hebben op *grooming* in België, onder andere omwille van de afwezigheid van strafbaarstelling ter zake. De bovenstaande cijfers geven echter wel een indicatie van welke leeftijdsgroep het meest vatbaar is voor online risico's. Uit deze cijfers kan worden afgeleid dat kinderen vanaf de leeftijd van tien jaar online actief zijn en zo mogelijks metgrooming kunnen worden geconfronteerd.

Het *European Online Grooming Project* geeft aan dat tieners frequente en vaak onvoorzichtige gebruikers zijn, zelfs nadat ze cursussen omtrent veilig internet hebben gevolgd. De anonimiteit en het gebrek aan visuele aanwijzingen in *cyberspace* leidt er immers toe dat minderjarigen moeilijker een oordeel kunnen vellen over de geschiktheid, betrouwbaarheid en oprechtheid van degenen met wie ze communiceren. Minderjarigen zullen tevens minder snel ongepaste opmerkingen inzien dan volwassenen, waardoor ze een gemakkelijker doelwit zijn voor pedofielen. De leeftijd van de slachtoffers was gemiddeld dertien jaar. 84 % waren meisjes en 16 % jongens. Terwijl meisjes dus een grotere risicogroep dan jongens vormen, zullen jongens naar aanleiding van slechte of bedreigende *online* ervaringen minder snel hulp inroepen.

Bescherming van kinderen tegen *grooming* dient mede te worden bewerkstelligd via de weg van voorlichting over veilig internetgebruik. Voorlichtingscampagnes dragen daar in belangrijke mate toe bij. Ook ouders dragen een belangrijke verantwoordelijkheid. Er dient door de overheid evenwel ook een adequate strafrechtelijke bescherming tegen dit fenomeen te worden geboden. Het is de uitdaging om zoveel mogelijk gelijke tred te houden met ontwikkelingen in de techniek, en wetgeving waar nodig aan te passen.

Dit wetsvoorstel wil daarom een afzonderlijke strafbaarstelling voor onlinegroomingen een strafverzwaring voor *grooming* (*online* en *offline*) invoeren om een noodzakelijk antwoord te bieden op een

comme il se doit à ce phénomène inquiétant qui prend rapidement de l'ampleur. Le fait de prévoir une incrimination spécifique envoie aussi un signal fort.

Mais on ne peut pas s'arrêter là. L'extension de la loi suppose d'étendre aussi les moyens d'enquête et de recherche de la police. Il est donc nécessaire d'évaluer et, le cas échéant, de modifier la loi MPR. En effet, la pratique du *grooming* est particulièrement difficile à détecter. Les nouvelles technologies de communication permettent d'échanger des données fréquemment et anonymement, ce qui permet aux délinquants de nouer très rapidement avec un mineur une relation qui échappe à toute surveillance parentale ou autre. Même lorsque l'enfant se trouve à une grande distance de l'auteur, il arrive qu'une rencontre physique ait déjà lieu après seulement quelques semaines de communication intense. De plus, comme il est difficile d'identifier les auteurs et les victimes, le risque de se faire prendre est peu élevé.

En raison du manque de formation du personnel policier, l'aspect technologique du phénomène représente aussi un obstacle majeur.

Enfin, en concertation avec les Régions et les Communautés, les instances chargées de la prévention et de l'assistance doivent être davantage sensibilisés à ce qui se passe dans le monde numérique. Il est évident que les moyens répressifs ne suffisent pas, à eux seuls, à protéger efficacement les enfants contre la violence sexuelle, étant donné que l'Internet fait partie intégrante de la vie des enfants. Il faut investir aussi dans la prévention. Il existe certes des programmes en matière de prévention, de signalement et d'assistance aux victimes, mais il leur manque une perspective numérique. En tant que centre belge pour un Internet plus sûr (*Safer Internet*), Child Focus est l'une des rares organisations qui possèdent une expertise en matière de sécurité sur Internet pour les enfants. Pourtant, Child Focus ne peut que constater à son tour que l'on ignore souvent à qui s'adresser pour ce genre de problèmes, car le phénomène du *grooming* n'est pas ou pas suffisamment connu de la police, de la justice et des services d'assistance. Bien que l'on s'intéresse maintenant à la problématique de l'abus sexuel et de la maltraitance des enfants, la question des nouvelles technologies est encore trop peu abordée dans ce contexte.

## Législation

### a) Sur le plan national

La Belgique ne dispose d'aucune règle légale qui fasse spécifiquement référence au *grooming* en ligne. Pour lutter contre ce phénomène, il faut donc s'appuyer sur les incriminations existantes en ce qui concerne les abus commis sur des enfants et la

snelgroeiend en zorgwekkend fenomeen. Van een afzonderlijke strafbaarstelling gaat bovendien een belangrijke signaalwerking uit.

Maar het mag hier niet stoppen. Bij een uitbreiding van de wet, hoort een uitbreiding van de onderzoeks- en opsporingsmogelijkheden voor de politie. Een evaluatie en desgevallend een aanpassing van de BOM-wet is dus nodig. *Grooming*-gedrag op zich is immers heel moeilijk op te sporen. De nieuwe communicatietechnologieën laten een frequente en anonieme uitwisseling van gegevens toe, waardoor deze delinquenten op zeer snelle wijze een relatie kunnen opbouwen met een minderjarige zonder ouderlijke of ander supervisie. Zelfs als het kind zich op grote afstand van de dader bevindt, kan er zich al na enkele weken intens communiceren een fysieke ontmoeting voordoen. Daders en slachtoffers zijn moeilijk te ontdekken, waardoor ook de pakkans vrij laag ligt.

Door een gebrek aan opleiding op politieel niveau, vormt de technologische kant van dit fenomeen ook een enorm struikelblok.

Ten slotte moeten preventie en hulpverlening, in samenspraak met de gemeenschappen en gewesten, meer «digi-bewust» worden. Duidelijk is dat alleen repressieve middelen kinderen geen effectieve bescherming bieden tegen seksueel geweld, daar het internet een noodzakelijk onderdeel is van het leven van kinderen. Er moet evenzeer geïnvesteerd worden in preventie. Er bestaan weliswaar programma's op het gebied van preventie, signalering en hulpverlening aan slachtoffers, maar hierin ontbreekt een digitaal perspectief. Child Focus, als Belgisch *Safer Internet*-centrum, is één van de weinige organisaties met expertise inzake *e-safety* voor kinderen. Maar ook zij stellen vast dat mensen niet goed op de hoogte zijn van waar ze terecht kunnen met hun problematiek, omdat *grooming* niet of onvoldoende gekend is bij politie, justitie en hulpverlening. Ondanks het feit dat er de laatste tijd wel aandacht gaat naar seksueel misbruik van kinderen en kindermishandeling, wordt binnen dit kader nog steeds te weinig aandacht besteed aan het aspect nieuwe technologieën.

## Wetgeving

### a) Nationaal

In België is er geen wettelijke regel voorzien die specifiek verwijst naar *online grooming*. Voor de aanpak van deze problematiek moet bijgevolg een beroep gedaan worden op de bestaande strafbaarstellingen gerelateerd aan kindermisbruik en kinderporn-

pédopornographie. C'est ainsi qu'en l'état actuel de notre législation, certains types de comportements allant de pair avec le *grooming* en ligne sont déjà punissables.

Diverses pratiques relevant du *grooming* peuvent être rapprochées de certains actes réprimés par le Code pénal, comme l'incitation à la débauche et à la prostitution (article 380*bis* du Code pénal), la corruption de la jeunesse (article 379), l'attentat à la pudeur (articles 372 et 373), les outrages aux bonnes mœurs (articles 383, 385 et 386), la possession et la fabrication de matériel à caractère pédopornographique (articles 383*bis* et 384) ou la tentative punissable de commettre de tels actes (article 51).

En fonction de la décision souveraine du juge et des conditions auxquelles il est satisfait, un ou plusieurs comportements relevant du *grooming* peuvent donc être érigés en infraction en vertu de l'un des articles précités. Il en résulte qu'il n'existe pas, en cette matière, de jurisprudence uniforme. De plus, la législation actuelle présente un certain nombre de lacunes en ce qu'elle ne tient pas compte des nouvelles technologies. Ainsi, l'article 380*bis* du Code pénal, par exemple, réprime l'incitation à la débauche lorsqu'elle a lieu en public. La question qui se pose en l'espèce est de savoir si l'Internet peut être considéré comme un lieu public. C'est un point de vue qui est défendable si l'on est en présence d'un forum de discussion accessible à tout le monde. Or, dans le cas du *grooming* en ligne, le comportement sexuel abusif repose souvent sur une relation bilatérale. Les conversations demeurent privées et inaccessibles à des tiers.

Les règles du droit pénal précitées, qui peuvent être appliquées au *grooming* en ligne et aux comportements sexuels abusifs facilités par l'utilisation des nouvelles technologies, sont obsolètes en tant que telles et ne tiennent pas suffisamment compte des nouveaux canaux permettant la commission d'infractions. Les lacunes de la législation rendent l'approche incohérente et créent la confusion.

Les règles légales en vigueur ne répondent donc pas aux besoins actuels. Il faudrait prévoir une disposition pénale spécifique qui incrimine la pratique du *grooming* dans toutes ses dimensions, en tenant compte du phénomène préoccupant que représente l'utilisation croissante des nouvelles technologies de l'information et de la communication à des fins d'exploitation sexuelle. De plus, le fait d'ériger le *grooming* en ligne en infraction pénale à part entière constituerait un signal fort.

nographie. Afhankelijk van het soort gedrag waarmee *online grooming* gepaard gaat, zal het strafbaar zijn onder de huidige Belgische wetgeving.

Verschillende handelingen van *grooming* kunnen gezien worden als een aanzetting tot ontucht of prostitutie (artikel 380*bis* van het Strafwetboek), bederf van de jeugd (artikel 379 van het Strafwetboek), aanranding van de eerbaarheid (artikelen 372 en 373 van het Strafwetboek), zedenschennis (artikelen 383, 385 en 386 van het Strafwetboek), bezit en vervaardiging van kinderpornografie (artikelen 383*bis* en 384 van het Strafwetboek) of een strafbare poging tot het plegen van zulke daden (artikel 51 van het Strafwetboek).

Afhankelijk van de soevereine beslissing van de rechter en de voorwaarden waaraan voldaan wordt, kunnen één of meerdere gedragingen van *grooming* dus gezien worden als een misdrijf overeenkomstig één van de bovengenoemde artikels. Dit betekent dat er geen eenduidige rechtspraak bestaat over hetzelfde fenomeen. Bovendien zijn er in de huidige wetgeving een aantal knelpunten, die geen rekening houden met de nieuwe technologieën. Artikel 380*bis* van het Strafwetboek vereist bijvoorbeeld dat aanzetting tot ontucht in het openbaar geschiedt. De vraag die hier kan gesteld worden is of het internet kan worden beschouwd als een openbare plaats. Deze stelling kan verdedigd worden wanneer het gaat om een chatroom die voor iedereen toegankelijk is. In het geval van *online grooming* geschiedt het grensoverschrijdend seksueel gedrag echter vaak in een één-op-één relatie. Conversaties blijven privé en ontoegankelijk voor derden.

Bovenstaande strafrechtsregels die men kan toepassen op *online grooming* en seksueel misbruik via nieuwe technologieën zijn als dusdanig verouderd en houden onvoldoende rekening met de nieuwe kanalen waarlangs misdrijven gepleegd kunnen worden. De gaten in de wetgeving leiden tot een onsamenvangende aanpak en onduidelijkheid.

De bestaande wettelijke regels voldoen dus niet aan de huidige noden. Er is nood aan een specifieke strafbepaling die het begrip *grooming* volledig omvat, gezien de gevaarlijke trend van seksueel misbruik die samengaat met de nieuwe informatie en communicatietechnologieën. Tevens gaat er van een afzonderlijke strafbaarstelling een belangrijke signaalwerking uit.



b) *Sur le plan international*

L'incrimination distincte de la pratique du *grooming* s'inscrit, de surcroît, dans la ligne de la réglementation européenne, en particulier la Convention du Conseil de l'Europe sur la protection des enfants contre l'exploitation et les abus sexuels (Convention de Lanzarote, CETS N° 201), sur la ratification de laquelle le Parlement fédéral a marqué son approbation, et la directive européenne relative à la lutte contre les abus sexuels et l'exploitation sexuelle des enfants, ainsi que la pédopornographie (13 décembre 2011, n° 2011/93/UE).

La Convention de Lanzarote remonte déjà à 2007 et est la première convention internationale à faire mention du concept du *grooming*. Les négociateurs ont considéré qu'il était essentiel que la Convention prenne en compte le phénomène récent, mais de plus en plus préoccupant, des abus sexuels commis sur des enfants lors de leurs rencontres avec des adultes dont ils ont, au départ, fait la connaissance dans le cyberspace, et plus spécifiquement sur des forums de discussion sur Internet ou sur des sites de jeux en ligne. L'article 23 de la Convention impose aux États membres l'obligation d'ériger legroomingen ligne en infraction pénale.

La directive 2011/93/UE du Parlement européen et du Conseil du 13 décembre 2011 relative à la lutte contre les abus sexuels et l'exploitation sexuelle des enfants, ainsi que la pédopornographie et remplaçant la décision-cadre 2004/68/JAI du Conseil, encourage, elle aussi, les États membres à prendre des mesures en vue de lutter contre l'exploitation sexuelle des enfants et la pédopornographie au moyen du *grooming*. En 2007, la Commission européenne a évalué la transposition, par les États membres, de sa décision-cadre de 2004 et a constaté que la majorité d'entre eux avaient transposé cette décision dans leur droit national d'une manière satisfaisante. Toutefois, dans son rapport d'évaluation, la Commission a relevé aussi un certain nombre de lacunes et de manquements qui résultent essentiellement de l'évolution des technologies de l'information. En effet, sur un certain nombre de points, les dispositions de la décision-cadre sont dépassées par les évolutions fulgurantes qui se sont produites dans le secteur des technologies de l'information et qui ont eu pour conséquence non seulement de créer de nouvelles possibilités de commettre des abus mais aussi de mettre à la disposition des jeunes beaucoup plus de moyens de communication dans le cadre de leur développement social et sexuel.

La directive européenne va toutefois plus loin que la Convention de Lanzarote en ce sens qu'elle demande aux États membres d'étendre l'incrimination du *grooming* en ligne au *grooming* hors ligne et ce, en raison de l'impact de cette pratique sur les enfants. Dans les deux cas, la directive demande aux États membres de sanctionner plus lourdement l'abus sexuel

b) *Internationaal*

Bovendien is een afzonderlijke strafbaarstelling in lijn met de Europese regelgeving, meer bepaald het Verdrag van de Raad van Europa ter bescherming van kinderen tegen seksuele uitbuiting en seksueel misbruik (Verdrag van Lanzarote, CETS N° 201), waarvoor het Federaal Parlement haar goedkeuring voor ratificatie heeft gegeven, en de EU-richtlijn rond het bestrijden van seksueel misbruik en uitbuiting van kinderen en kind pornografie (13 december 2011, nr. 2011/92/EU).

Het Verdrag van Lanzarote dateert reeds van 2007, en is het eerste internationale verdrag dat gewag maakt van het begrip *grooming*. De onderhandelaars achtten het van wezenlijk belang dat het Verdrag rekening zou houden met dit recent, doch steeds zorgwekkender verschijnsel waarbij kinderen seksueel misbruikt worden tijdens hun ontmoetingen met volwassen met wie zij in contact gekomen zijn in cyberspace, meer bepaald via discussiefora op het internet of online-spelen. Artikel 23 van het Verdrag verplicht de lidstaten tot strafbaarstelling van het fenomeen onlinegrooming.

Ook de richtlijn nr. 2011/92/EU van 13 december 2011 van het Europees Parlement en de Raad inzake de bestrijding van seksueel misbruik en seksuele uitbuiting van minderjarigen en kinderpornografie, ter vervanging van het Kaderbesluit 2004/68/JBZ van de Raad onderneemt actie om seksueel misbruik van kinderen en kind pornografie viagroomingtegen te gaan. In 2007 evalueerde de Europese Commissie de omzetting van zijn kaderbesluit van 2004 door de lidstaten. Deze evaluatie gaf aan dat de meeste lidstaten het kaderbesluit op een bevredigende wijze hadden omgezet in hun nationaal recht. Tegelijkertijd echter stelde het evaluatierapport ook een aantal leemtes en tekortkomingen vast, voornamelijk voortvloeiend uit informatietechnologische gerelateerde evoluties. De bepalingen van het kaderbesluit bleken op een aantal punten immers achterhaald door de razendsnelle evoluties in de informatietechnologische sector, waardoor niet alleen aanleiding werd gegeven tot verschillende nieuwe mogelijkheden voor misbruik, maar ook het aanbod aan communicatiemiddelen voor jongeren in hun sociale en seksuele ontwikkeling in belangrijke mate werd uitgebreid.

De EU-richtlijn gaat wel verder dan het Verdrag van Lanzarote, in die zin dat het de lidstaten vraagt het strafbaar stellen van *grooming* uit te breiden naar *offline grooming*, omwille van het effect dat *grooming* heeft op kinderen. In beide gevallen eist de richtlijn een strafverzwaring indien het seksueel misbruik of kinderpornografie voorafgegaan werd door *grooming*.

ou la pédopornographie lorsque ceux-ci ont été précédés par la pratique du *grooming*. Quelle que soit la méthode qu'ils emploient pour ériger le *grooming* hors ligne en acte infractionnel, les États membres doivent veiller à ce que les auteurs de ce type d'acte fassent l'objet de poursuites d'une manière ou d'une autre.

Il faut donc prévoir une incrimination distincte pour le *grooming* en ligne ainsi qu'une aggravation de la peine pour le *grooming* (tant en ligne que hors ligne), conformément aux règles européennes. La Belgique dispose d'un délai de deux ans pour transposer la directive européenne dans sa législation nationale.

En outre, ces faits requièrent, de par leur dimension internationale et leur caractère transfrontalier, une coopération internationale effective. C'est la raison pour laquelle il serait judicieux, dans le cadre du processus décisionnel relatif au durcissement de la législation, de tenir compte de l'évolution du droit au niveau international, comme cela a d'ailleurs été fait pour l'incrimination de la pédopornographie virtuelle.

Enfin, d'autres pays, comme les Pays-Bas, la Suède, le Royaume-Uni (et l'Écosse), le Canada, les États-Unis et l'Australie, ont également introduit dans leur législation une incrimination distincte pour le *grooming*.

## COMMENTAIRE DES ARTICLES

### Article 2

Cet article insère dans le Code pénal un article 377ter nouveau qui s'attaque à la problématique du *grooming*. L'article proposé prévoit une aggravation de la peine encourue par l'auteur lorsque celui-ci a commis les faits incriminés après avoir sollicité l'enfant dans le but précis de les commettre ultérieurement. Les délinquants sexuels créent souvent un lien de confiance avec leurs victimes afin de pouvoir abuser d'elles sans violence ni pression explicite. L'établissement de ce lien et la manipulation qui l'entoure rendent les enfants vulnérables aux abus sexuels et aggravent le traumatisme psychologique provoqué chez eux par les faits commis.

### Article 3

Cet article insère dans le Code pénal un article 377quater visant à lutter contre le phénomène du *grooming* en ligne.

Conformément à l'article 6 de la directive 2011/93/UE du Parlement européen et du Conseil du 13 décembre 2011 relative à la lutte contre les abus sexuels et l'exploitation sexuelle des enfants, ainsi que la

Welke methode ook gebruikt wordt om *offline grooming* te criminaliseren, lidstaten moeten verzekeren dat ze zo'n misdrijf op één of andere manier vervolgen.

Bijgevolg is het noodzakelijk een afzonderlijke strafbaarstelling van *online grooming* en een strafverzwaring voor (zowel *offline* als *online*) *grooming* in te voeren, overeenkomstig de Europese regels. België is verplicht de EU-richtlijn binnen een termijn van twee jaar om te zetten in nationale wetgeving.

Bovendien vereisen de internationale dimensie en het grensoverschrijdende karakter van dit soort feiten een effectieve internationale samenwerking. Het is om die reden verstandig om bij de besluitvorming over de aanscherping van wetgeving de rechtsontwikkelingen in internationaal verband te betrekken. Zulks was ook het geval bij de strafbaarstelling van virtuele kinderpornografie.

Ten slotte hebben ook andere landen zoals Nederland, Zweden, Schotland, het Verenigd Koninkrijk, Canada, de Verenigde Staten en Australië een afzonderlijke strafbaarstelling voorgroomingingevoerd.

## ARTIKELSGEWIJZE TOELICHTING

### Artikel 2

Dit artikel voegt een nieuw artikel 377ter in het Strafwetboek in waardoor de problematiek van *grooming* wordt aangepakt. Het voorgesteld artikel voorziet in een strafverzwaring ten aanzien van de dader, als hij de strafbare feiten gepleegd heeft, na voorafgaande benadering van het kind om op een later tijdstip die strafbare feiten te plegen. Vaak bouwen seksuele delinquenten met hun slachtoffers een vertrouwensband op om zonder uitgesproken geweld of pressie hun slachtoffers te misbruiken. Het opbouwen van die band en manipulatie maakt kinderen kwetsbaar voor seksueel misbruik en versterkt het psychologisch trauma dat de feiten ten aanzien van het kind met zich meebrengen.

### Artikel 3

Dit artikel voegt een artikel 377quater toe aan het Strafwetboek en heeft tot doel het fenomeen van *online grooming* tegen te gaan.

In overeenstemming met artikel 6 van de EU-richtlijn 2011/92/EU van het Europees Parlement en de Raad van 13 december 2011 ter bestrijding van seksueel misbruik en seksuele uitbuiting van kinderen

pédopornographie et remplaçant la décision-cadre 2004/68/JAI du Conseil, le *grooming* en ligne commis par un adulte à l'égard d'enfants de moins de seize ans est érigé en infraction.

La Convention de Lanzarote du Conseil de l'Europe sur la protection des enfants contre l'exploitation et les abus sexuels, adoptée le 25 octobre 2007, prévoit également, en son article 23, l'obligation pour les États parties à la Convention d'ériger le *grooming* en ligne en infraction pénale.

Actuellement, certains comportements relevant du terme générique de «*grooming*» sont, en soi, déjà punissables ou peuvent être qualifiés de tentative punissable de commettre les faits incriminés. Dans certains cas, des comportements n'aboutissant pas à un acte sexuel effectif ou à un commencement d'exécution d'un tel acte n'entrent cependant pas dans le champ d'application des dispositions existantes de notre législation pénale. En outre, la législation en vigueur est dépassée quant à l'utilisation des nouvelles technologies. L'incrimination prévue dans la Convention de Lanzarote vise dès lors principalement des comportements relevant de la zone grise, où l'on ne peut pas encore parler d'un véritable abus sexuel qui aurait été commis, mais où les technologies de l'information et de la communication sont utilisées abusivement pour solliciter des enfants et gagner leur confiance dans le but d'abuser d'eux.

Pour que les faits soient punissables, il n'est pas nécessaire que le contact sur Internet débouche effectivement sur un contact physique entre l'enfant et l'auteur ni sur une activité sexuelle à laquelle se livrerait l'enfant, devant une webcam par exemple. La Convention de Lanzarote met l'accent sur la phase de la communication, c'est-à-dire la phase pendant laquelle l'auteur manipule l'enfant et gagne sa confiance sur Internet par le biais de conversations en ligne ou de courriels. Le contenu de ces conversations en ligne ou de ces courriels permettra généralement de déduire l'intention de l'auteur de commettre un abus sexuel.

Pour que la sollicitation de l'enfant par le biais d'Internet ou d'autres canaux d'information ou de communication soit constitutive d'une infraction, elle doit déboucher sur une proposition de rencontre faite par l'adulte dans l'intention de commettre des actes sexuels. La proposition de loi renvoie aux faits décrits aux chapitres V, VI et VII du titre VII du livre II du Code pénal, qui contiennent les dispositions relatives à l'attentat à la pudeur et au viol, à la corruption de la jeunesse et à la prostitution, ainsi qu'aux outrages publics aux bonnes mœurs. Le simple fait de tenir une conversation à connotation sexuelle ne constitue donc pas en soi une infraction.

en kinderpornografie, en ter vervanging van Kaderbesluit 2004/68/JBZ van de Raad, wordt voorzien in een strafbaarstelling van *online grooming* door een volwassene ten aanzien van kinderen onder de zestien jaar.

Het Verdrag van Lanzarote van 25 oktober 2007 van de Raad van Europa inzake de bescherming van kinderen tegen seksuele uitbuiting en seksueel misbruik, bevat in artikel 23 eveneens een verplichting voor de lidstaten bij het Verdrag om *online grooming* expliciet te bestraffen.

Op dit ogenblik zijn bepaalde gedragingen die onder de noemer *grooming* vallen reeds op zich strafbaar, of kunnen gekwalificeerd worden als een strafbare poging tot het plegen van de feiten. Gedragingen die niet resulteren in het plegen van een feitelijke seksuele handeling of een begin van uitvoering daartoe, vallen in bepaalde gevallen wel buiten de reikwijdte van de in onze strafwet voorziene strafbepalingen. Bovendien is de huidige wetgeving verouderd wat betreft het gebruik van nieuwe technologieën. De strafbaarstelling in het Verdrag van Lanzarote richt zich dan ook vooral op die grijze zone, waarin nog geen sprake is van het plegen van daadwerkelijk seksueel misbruik, maar waar wel misbruik wordt gemaakt van de informatie- en communicatietechnologie om kinderen te benaderen en tot misbruik te verleiden.

Voor de strafbaarheid is niet vereist dat het contact op het internet daadwerkelijk leidt tot fysiek contact tussen kind en dader, of een feitelijke door het kind gepleegde seksuele handeling, bijvoorbeeld voor een webcam. Het Verdrag van Lanzarote legt de nadruk op de communicatiefase, met name de fase waarin het kind op internet via chat- en e-mailverkeer door de dader wordt bewerkt en verleid. Uit de inhoud van de desbetreffende chat- en e-mailberichten zal veelal het oogmerk van de dader van het plegen van seksueel misbruik kunnen worden afgeleid.

Om de benadering van het kind via het internet of andere informatie- of communicatiemiddelen door een volwassene strafbaar te stellen, moet hieruit een voorstel tot ontmoeting voortvloeien met het oogmerk om seksuele handelingen te stellen. Het wetsvoorstel verwijst naar de feiten beschreven in de hoofdstukken V, VI en VII van Titel VII van Boek II van het Strafwetboek, die de bepalingen bevatten van aanranding van de eerbaarheid en verkrachting, bederf van de jeugd en prostitutie en de openbare schennis van goede zeden. Het louter aangaan van een seksueel getinte conversatie volstaat dus niet voor strafbaarstelling.

La Convention de Lanzarote prévoit également que la proposition de rencontre avec l'enfant doit être suivie d'actes matériels conduisant à ladite rencontre. Ces actes attestent la détermination de l'intéressé à faire en sorte que la rencontre ait lieu, dans l'intention de commettre un abus physique. Pour assurer une protection effective des enfants, il faut, dans tous les cas, également pouvoir agir contre ces comportements.

En outre, l'article 37 de la Convention de Lanzarote impose aux États parties l'obligation d'enregistrer le profil ADN des personnes condamnées pour l'une des infractions établies conformément à la Convention, dont le *grooming*. Le traitement du profil ADN d'une personne condamnée pour *grooming* peut être important pour détecter et empêcher à l'avenir la commission de délits de mœurs. Les deux nouveaux articles complètent les dispositions visées à l'article 5, § 1<sup>er</sup>, de la loi du 22 mars 1999 relative à la procédure d'identification par analyse ADN en matière pénale, qui définissent les infractions qui, après condamnation pénale, donnent lieu à un enregistrement dans la banque de données ADN « Condamnés ».

\*  
\* \*

Het Verdrag van Lanzarote eist tevens dat een voorstel voor een ontmoeting met het kind gevolgd wordt door handelingen die gericht zijn op het realiseren van die ontmoeting. Die handelingen onderstrepen het vaste voornemen om de ontmoeting te laten plaatsvinden met het oog op het fysiek misbruik. Om een effectieve bescherming van de kinderen te hebben, moet ook in alle gevallen tegen deze gedragingen kunnen worden opgetreden.

Voorts verplicht artikel 37 van het Verdrag van Lanzarote de lidstaten ertoe om het DNA-profiel van diegenen die voor een van de in het verdrag omschreven strafbare feiten zijn veroordeeld, zoals ook voor *grooming*, vast te leggen. Het verwerken van het DNA-profiel van een veroordeelde van *grooming* kan van betekenis zijn voor het opsporen of naar de toekomst toe voorkomen van zedendelicten. De twee nieuwe artikelen vallen onder de bepalingen die ingevolge artikel 5, § 1, van de wet van 22 maart 1999 betreffende de identificatieprocedure via DNA-onderzoek in strafzaken na strafrechtelijke veroordeling aanleiding geven tot opname in de DNA-data-bank.

Cindy FRANSSEN.  
Sabine de BETHUNE.  
Hassan BOUSETTA.  
Dalila DOUIFI.  
Christine DEFRAIGNE.  
Martine Taelman.  
Francis DELPÉRÉE.  
Wouter BEKE.  
Peter VAN ROMPUY.  
Rik TORFS.

\*  
\* \*

**PROPOSITION DE LOI**Article 1<sup>er</sup>

La présente loi règle une matière visée à l'article 78 de la Constitution.

## Art. 2

Dans le livre II, titre VII, chapitre V, du Code pénal, il est inséré un article 377ter rédigé comme suit :

« Art. 377ter. Dans les cas prévus par le présent chapitre ou par les chapitres VI et VII du présent titre, le minimum des peines portées par les articles concernés est doublé s'il s'agit d'un emprisonnement, et augmenté de deux ans s'il s'agit de la réclusion, lorsque le crime ou le délit a été commis à l'encontre d'un enfant de moins de seize ans accomplis et que préalablement à ce crime ou à ce délit, l'auteur avait sollicité cet enfant dans l'intention de commettre ultérieurement les faits visés au présent chapitre. »

## Art. 3

Dans le livre II, titre VII, chapitre V, du même Code, il est inséré un article 377quater rédigé comme suit :

« Art. 377quater. L'adulte qui, par le biais des technologies de l'information et de la communication, propose une rencontre à un enfant de moins de seize ans accomplis dans l'intention de commettre une infraction visée au présent chapitre ou aux chapitres VI et VII du présent titre, sera puni d'un emprisonnement d'un an à cinq ans, si cette proposition a été suivie d'actes matériels conduisant à ladite rencontre. »

15 mai 2012.

**WETSVOORSTEL**

## Artikel 1

Deze wet regelt een aangelegenheid als bedoeld in artikel 78 van de Grondwet.

## Art. 2

In Boek II, Titel VII, Hoofdstuk V, van het Strafwetboek, wordt een artikel 377ter ingevoegd, luidende :

« Art. 377ter. In de gevallen bepaald in dit hoofdstuk, of in de hoofdstukken VI en VII van deze Titel, wordt de minimumstraf van de bij de artikelen bepaalde straffen verdubbeld in geval van gevangenisstraf en met twee jaar verhoogd in geval van opsluiting, wanneer de misdaad of het wanbedrijf is gepleegd ten aanzien van een kind beneden de volle leeftijd van zestien jaar en dit misdrijf is voorafgegaan door een benadering van dat kind vanwege de dader met het oogmerk op een later tijdstip de in dit hoofdstuk bepaalde feiten te plegen. »

## Art. 3

In Boek II, Titel VII, Hoofdstuk V, van hetzelfde wetboek, wordt een artikel 377quater ingevoegd, luidende :

« Art. 377quater. De volwassene die door middel van de informatie- en communicatietechnologie aan een kind beneden de volle leeftijd van zestien jaar een voorstel doet tot ontmoeting met het oogmerk een misdrijf te plegen bepaald in dit hoofdstuk of in de hoofdstukken VI en VII van deze Titel, wordt, voor zover dit voorstel is gevolgd door materiële handelingen die tot een dergelijke ontmoeting leiden, gestraft met een gevangenisstraf van één jaar tot vijf jaar. »

15 mei 2012.

Cindy FRANSSEN.  
Sabine de BETHUNE.  
Hassan BOUSETTA.  
Dalila DOUIFI.  
Christine DEFRAIGNE.  
Martine Taelman.  
Francis DELPÉRÉE.  
Wouter BEKE.  
Peter VAN ROMPUY.  
Rik TORFS.